



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
17 mai 2018
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-treizième session
Point 75 b) de la liste préliminaire*
**Renforcement de la coordination de l'aide
humanitaire et des secours en cas
de catastrophe fournis par les organismes
des Nations Unies, y compris l'assistance
économique spéciale**

Conseil économique et social
Session de 2018
27 juillet 2017-26 juillet 2018
Point 14 de l'ordre du jour
**Application de la Déclaration
sur l'octroi de l'indépendance
aux pays et aux peuples
coloniaux par les institutions
spécialisées et les organismes
internationaux associés
à l'Organisation des Nations
Unies**

Assistance au peuple palestinien**

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans le présent rapport, soumis en application de la résolution [72/134](#) de l'Assemblée générale, figurent une évaluation de l'assistance reçue par le peuple palestinien ainsi qu'une évaluation des besoins restant à satisfaire et des propositions permettant d'y répondre efficacement.

En décembre 2017, le Plan d'intervention humanitaire 2018-2020 concernant le territoire palestinien occupé a été finalisé, offrant pour la première fois un horizon de planification de trois ans. Son financement s'établit à 539,7 millions de dollars pour 2018, qui serviront à répondre aux besoins humanitaires urgents dans l'ensemble du territoire palestinien occupé.

Le calendrier de versement des 3,5 milliards de dollars annoncés en octobre 2014 lors de la Conférence internationale du Caire sur la Palestine, intitulée « Reconstruire Gaza », a expiré en 2017. Au 31 mars 2018, seuls 54 % des fonds avaient effectivement été versés (soit 1,884 milliard de dollars). Le Mécanisme pour la reconstruction de Gaza a permis de poursuivre la reconstruction ou la réparation des 17 800 habitations devenues inhabitables au lendemain de l'escalade des hostilités de 2014 et de mener 70 % de ces activités à terme. Plus de 20 000 personnes restent déplacées.

* [A/73/50](#).

** Nouveau tirage pour raisons techniques (13 juin 2018) ; précédemment publié sous la cote A/73/84-E/2018/65.



En 2017, le Gouvernement palestinien a débuté la mise en œuvre de son Programme national pour la période 2017-2022. Afin d'appuyer le programme de développement établi par le Gouvernement, l'ONU a élaboré son second plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement de la Palestine et lancé sa mise en œuvre en janvier 2018. Les ressources nécessaires pour financer l'assistance prévue au titre du plan-cadre correspondent à un montant d'environ 1,26 milliard de dollars, à dépenser sur une période de cinq ans (2018-2022).

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 72/134 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-treizième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur l'application de ladite résolution, où figureraient une évaluation de l'assistance effectivement reçue par le peuple palestinien et une évaluation des besoins restant à satisfaire et des propositions précises permettant d'y répondre efficacement. La période considérée court d'avril 2017 à mars 2018.

2. On trouvera des informations sur la situation politique et socioéconomique dans plusieurs rapports établis par des organismes des Nations Unies à l'intention de divers organes de l'ONU, en particulier : les exposés mensuels au Conseil de sécurité faits par le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient ; le rapport annuel du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) (A/72/13) ; les rapports de septembre 2017 et mars 2018 adressés par le Bureau du Coordonnateur spécial au Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens.

3. Les besoins humanitaire et économique du peuple palestinien et ses besoins en matière de développement font l'objet de plusieurs documents complémentaires qui portent sur les orientations stratégiques et la mobilisation des ressources. La mise en œuvre du Plan d'intervention humanitaire 2018-2020 nécessite un financement de 539,7 millions de dollars pour l'année 2018 afin de donner aux Palestiniens un accès aux services de base et de les aider à affronter et surmonter cette situation de crise prolongée. Dans le cadre du Plan d'intervention, l'ONU et ses partenaires continueront de coordonner leurs activités et de fournir une aide humanitaire et des services de protection à 1,9 million de Palestiniens vulnérables.

4. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2018-2022) présente les mesures stratégiques proposées par l'ONU en fonction des priorités de développement arrêtées dans le Plan de développement de la Palestine pour 2017-2022. Le Plan-cadre place le peuple palestinien au cœur des programmes de développement, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030, et nécessite des ressources financières d'environ 1,26 milliard de dollars à dépenser sur cinq ans (2018-2022).

5. Tout au long de l'année, le Bureau du Coordonnateur spécial a poursuivi son appui au processus de paix et continué de promouvoir la coordination entre le Gouvernement palestinien, l'ONU, la communauté internationale et le Gouvernement israélien.

II. Aperçu de la situation actuelle

A. Contexte politique

6. La période considérée a été marquée par une recrudescence de la violence par rapport à la période allant d'avril 2016 à mars 2017. Les activités de peuplement se sont poursuivies, un recul ayant toutefois été enregistré dans la plupart des indicateurs y afférents. Les démolitions de structures appartenant à des Palestiniens ont également continué, quoiqu'à un rythme nettement plus faible. En dépit des activités dirigées par l'Égypte pour faire avancer la réconciliation, les divisions entre factions palestiniennes perdurent et ont des incidences négatives sur les aspects

socioéconomiques, humanitaires et sociaux de la vie quotidienne dans le territoire palestinien occupé, tout particulièrement à Gaza.

7. La communauté internationale a continué de chercher des moyens de faire avancer la paix mais aucun progrès tangible n'a été accompli. Le 27 août 2017, le Secrétaire général a effectué sa première visite officielle en Israël et en Palestine et réaffirmé, à cette occasion, qu'au regard des résolutions pertinentes de l'ONU, du droit international et des accords antérieurs, il n'y avait pas d'autre solution que celle des deux États.

8. Le 6 décembre 2017, le Président des États-Unis d'Amérique a annoncé sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et de réinstaller l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, en précisant que les questions relatives au statut final de la ville, notamment les limites spécifiques de la souveraineté d'Israël sur la ville, devaient être réglées entre les parties. Depuis lors, la violence et les tensions sur le terrain se sont nettement accrues et le nombre d'affrontements, de morts et de blessés s'est multiplié. Lors de sa prise de parole devant le Conseil de sécurité le 20 février 2018, le Président de la Palestine, Mahmoud Abbas, a demandé qu'une conférence de paix internationale soit tenue d'ici à la mi-2018. La conférence constituerait un mécanisme multilatéral qui aiderait les deux parties à mener des négociations en vue de régler toutes les questions relatives au statut permanent, de permettre à l'État de Palestine de devenir un État Membre à part entière de l'ONU et de conduire l'État de Palestine et l'État d'Israël à se reconnaître mutuellement sur la base des frontières de 1967.

9. Entre le mois d'avril et le début du mois de décembre 2017, quatre roquettes visant Israël ont été tirées depuis Gaza. Des militants ont tiré 61 roquettes entre le 6 décembre 2017 et le 25 mars 2018. Depuis février 2018, on a enregistré au moins six explosions d'engins explosifs improvisés placés par des militants palestiniens, qui ont détoné près de la barrière séparant Gaza et Israël. L'une d'entre elles a blessé quatre soldats israéliens. À chaque fois, les forces israéliennes ont riposté par des frappes aériennes et des tirs d'artillerie contre des cibles du Hamas. En mars 2018, un engin explosif improvisé qui ciblait le convoi du Premier Ministre palestinien, Rami Hamdallah, a explosé à Gaza, blessant légèrement six personnes. L'armée israélienne a annoncé avoir détruit cinq tunnels menant de Gaza au territoire israélien ou égyptien depuis octobre 2017. Lors d'une des opérations de destruction menée le 30 octobre, 12 membres du Jihad islamique qui se trouvaient à l'intérieur du tunnel ont été tués.

10. La planification de nouveaux logements dans les colonies de peuplement, ainsi que les appels d'offres et les activités de construction y relatifs se sont poursuivis. La plupart des indicateurs ont toutefois enregistré une baisse par rapport à la période considérée dans le rapport précédent. L'Administration civile israélienne a présenté des plans pour la construction d'environ 4 500 logements dans les colonies de peuplement de la zone C, contre environ 7 000 lors de la période précédente. En outre, 1 400 logements ont atteint la phase finale d'approbation préalable à la construction. Des appels d'offres ont été lancés pour la construction de 1 200 logements dans la zone C, soit une baisse par rapport aux 3 500 appels d'offre de la période précédente. Dans Jérusalem-Est occupée, des plans pour la construction de 2 300 logements ont été présentés, soit une forte augmentation par rapport aux quelque 1 500 logements prévus au cours de la période précédente. Aucun nouvel appel d'offres n'a toutefois été lancé.

11. Le 12 octobre 2017, les efforts de médiation menés par l'Égypte ont permis au Fatah et au Hamas de parvenir à un accord sur la mise en place d'un mécanisme visant à mettre fin aux divisions politiques entre la Cisjordanie et la bande de Gaza.

12. Si les hauts responsables du Fatah et du Hamas ont maintes fois affirmé qu'ils étaient attachés à œuvrer en faveur de la réconciliation, les deux parties ne semblent pas avoir eu la volonté nécessaire pour prendre des mesures concrètes et faire ainsi avancer la situation. Les divisions persistantes n'ont fait qu'exacerber la crise humanitaire et les problèmes d'acheminement des services sur le terrain.

B. Contexte humanitaire et socioéconomique

Évolution de la situation économique et budgétaire

13. Sur le plan économique, la croissance du territoire palestinien occupé a stagné, à la fois en Cisjordanie et à Gaza. Le taux de chômage était élevé, avoisinant 13,7 % en Cisjordanie et 42,7 % à Gaza à la fin de 2017.

14. À Gaza, le produit intérieur brut (PIB) par habitant a diminué au cours des quatre trimestres de 2017, tandis que le taux de chômage a augmenté régulièrement au cours des trois premiers trimestres de l'année avant de baisser légèrement au cours du quatrième, en partie grâce aux travaux agricoles saisonniers. La plupart des chômeurs ont moins de 30 ans.

Évolution de la situation humanitaire

15. La période considérée a été marquée par une forte augmentation de la violence et du nombre de victimes par rapport à la période précédente. Au total, 101 Palestiniens ont été tués lors d'affrontements directement liés au conflit (contre 60 l'année précédente), essentiellement par les forces de sécurité israéliennes. Du côté israélien, 16 personnes ont été tuées par des Palestiniens au cours de la même période, dont sept membres des forces de sécurité (contre 12 au cours de la période précédente). Les trois vagues d'affrontements entre les Palestiniens et les forces israéliennes (en juillet 2017, à la suite d'une fusillade mortelle survenue à l'une des entrées du Haram el-Charif/mont du Temple ; en décembre 2017 après que les États-Unis ont reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël ; en mars 2018, lors de la Grande Marche du retour, à Gaza) sont responsables de la moitié du nombre total de victimes enregistrées du côté palestinien et de 70 % du nombre de blessés.

16. En 2017, 15 enfants palestiniens (13 garçons et deux filles) ont trouvé la mort en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza. Tous ces décès sont imputables aux forces armées israéliennes. Cinq enfants (deux filles et trois garçons), âgés de 15 à 17 ans, ont été tués par les forces de sécurité israéliennes en raison d'attaques au couteau signalées ou avérées survenues en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Un garçon de 9 ans a succombé à des blessures subies en 2014 à Gaza, un enfant de 16 ans a été tué par la détonation d'un engin non explosé dans une zone d'entraînement militaire de la vallée du Jourdain, et sept autres enfants ont péri sous les balles tirées par les forces de sécurité israéliennes lors d'affrontements à Gaza et en Cisjordanie.

17. En 2017, les forces de sécurité israéliennes ont continué d'arrêter des enfants palestiniens et de les placer en détention, accusant ces derniers d'avoir porté atteinte à la sécurité, notamment en lançant des pierres et des cocktails Molotov lors des affrontements. Selon les données fournies par l'administration pénitentiaire israélienne, 312 enfants palestiniens en moyenne étaient en détention chaque mois entre janvier et décembre 2017. À la fin du mois de décembre 2017, 244 enfants étaient en détention provisoire ou étaient détenus dans le cadre de leur procès, sur un total de 352 enfants emprisonnés. L'ONU a également recensé cinq cas d'enfants placés en internement administratif en 2017.

18. Les divisions internes existant entre l'Autorité palestinienne à Ramallah et le Hamas, qui constitue l'autorité de fait à Gaza, se sont aggravées au début de l'année 2017. En réponse à la mise en place, par le Hamas, d'une institution parallèle chargée de gérer les affaires publiques, l'Autorité palestinienne a réduit de 30 % à 50 % les salaires de ses employés à Gaza en avril 2017. Cette mesure a touché près de 60 000 employés du secteur public. L'Autorité palestinienne a également mis en œuvre un programme de retraite anticipée, qui concernait 4 000 membres du personnel chargé de la sécurité et 6 000 membres du personnel civil. Elle a en outre cessé de verser les traitements d'au moins 277 anciens prisonniers politiques. Les réductions en matière de traitements et indemnités ont considérablement affaibli le pouvoir d'achat de la population et l'activité économique déjà limitée de la Palestine. Les divisions internes ont également contribué à déclencher une crise énergétique. En juin 2017, l'Autorité palestinienne a décidé de ne plus verser la totalité de la somme nécessaire pour faire fonctionner la ligne de 120 mégawatts par laquelle Israël approvisionne Gaza en électricité. La quantité d'électricité disponible a ainsi été réduite à 70 mégawatts. Bien que l'Autorité palestinienne ait recommencé à verser l'intégralité de la somme nécessaire au rétablissement des 50 mégawatts manquants en janvier 2018, l'amélioration de l'approvisionnement en électricité aura été de courte durée. En effet, l'Autorité palestinienne a ordonné à la société de distribution d'électricité de Gaza de commencer à prendre en charge une partie des coûts liés à l'électricité achetée en Israël, au détriment du carburant acheté pour alimenter la centrale électrique de Gaza. Par conséquent, les coupures d'électricité, allant jusqu'à 20 heures par jour, continuent de nuire à la prestation des services de base.

19. Au cours de la période considérée, les autorités israéliennes ont démolit ou saisi 314 structures appartenant à des Palestiniens dans l'ensemble de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, entraînant le déplacement de 448 Palestiniens, dont la moitié sont des enfants, et compromettant les moyens de subsistance de plus de 3 200 personnes. Il s'agit là d'un net recul comparé à la période considérée précédente, où 764 structures ont été démolies ou saisies, 1 222 personnes ont été déplacées et 8 000 personnes ont été touchées. Parmi les structures ayant été démolies, 41 avaient été fournies par des donateurs au titre de l'aide humanitaire. La plupart d'entre elles ont été détruites ou saisies au motif qu'elles n'étaient pas assorties de permis de construire israélien or celui-ci est quasiment impossible à obtenir dans une grande partie de la zone C, y compris à Jérusalem-Est. Les Palestiniens sont uniquement autorisés à construire sur moins d'1 % de la zone C et l'approbation des nouveaux plans est loin de répondre aux besoins de la population palestinienne.

Déplacements, accès et marge de manœuvre des acteurs humanitaires

20. Au cours de la période considérée, les restrictions imposées par le Gouvernement israélien aux Palestiniens en matière d'accès et de circulation ont été maintenues, notamment s'agissant de l'accès à la terre et à la mer à Gaza, ainsi que de l'accès de part et d'autre de la Barrière, cette dernière limitant l'accès des Palestiniens à 5 % de la Cisjordanie et à une grande partie de Jérusalem-Est. Ces mesures, qu'Israël a imposées en invoquant des raisons de sécurité, entravent l'accès des Palestiniens à la terre, aux services sociaux et aux débouchés économiques, et sapent considérablement les efforts déployés pour améliorer les conditions de vie des Palestiniens.

21. Seule une petite minorité des Palestiniens vivant à Gaza restent en mesure d'obtenir des autorisations de sortie via le point de passage d'Erez, sous contrôle israélien, notamment les patients, les hommes et femmes d'affaires, ainsi que le personnel des organisations internationales. L'entrée des Palestiniens en Israël via Erez a diminué de près de 50 % en 2017, avec 82 810 sorties, contre 158 250 en 2016. L'année 2017 marque le taux d'octroi d'autorisations de sortie le plus faible (54 %)

depuis que l'Organisation mondiale de la Santé a commencé, en 2008, à suivre le nombre d'autorisations accordées aux patients devant quitter Gaza via Erez. À la fin de l'année 2017, on a enregistré une baisse de 85 % du nombre d'hommes et de femmes d'affaires officiellement autorisés à faire du commerce en Israël, par rapport à la fin de l'année 2015. Le point de passage de Rafah, qui permet d'entrer en Égypte, n'a été ouvert que 36 jours en 2017, contre 44 jours en 2016 et 32 jours en 2015. Environ 1 405 patients originaires de Gaza ont franchi le point de passage de Rafah en 2017 ; avant la fermeture de juillet 2013, plus de 4 000 habitants de Gaza traversaient le point de passage de Rafah tous les mois, afin de se rendre en Égypte pour des raisons de santé. En avril 2017, les autorités israéliennes ont déclaré avoir intercepté des explosifs qu'un patient palestinien originaire de Gaza avait tenté de faire entrer illégalement en Israël, et ont accusé le Hamas d'exploiter la circulation des civils pour ses activités militantes.

22. Au cours de la période considérée, le volume de marchandises provenant d'Israël et entrant à Gaza par le point de passage de Kerem Shalom a diminué de 5 % par rapport à la période précédente (113 405 et 119 480 camions, respectivement). Cette baisse est principalement imputable à la détérioration de la situation économique, au ralentissement des activités de reconstruction dû au manque de financement, et à l'augmentation de marchandises acheminées via l'Égypte. Les autorités israéliennes auraient déjoué plusieurs tentatives de contrebande, lors desquelles les marchandises auraient été déclarées comme étant des produits destinés à la population civile. Depuis le début de l'année 2018, les autorités israéliennes ont approuvé plusieurs milliers de demandes de construction de logements restées en attente, plus de 130 projets soumis par le secteur privé et plus de 1 200 demandes d'importations de marchandises qu'Israël considère comme ayant une double fonction, civile et militaire.

23. La circulation des Palestiniens reste limitée à Jérusalem-Est. En effet, les personnes titulaires d'une carte d'identité cisjordanienne, à l'exception des hommes de plus de 55 ans et des femmes de plus de 50 ans, doivent obtenir une autorisation pour pouvoir pénétrer dans la ville et pour franchir la zone israélienne réglementée d'Hébron (zone H2), où plus de 100 obstacles, dont 18 postes de contrôle permanents, séparent une partie de la zone du reste de la ville. Près de 30 % de la zone C sont désignés comme « zones de tir » réservées à la formation des militaires israéliens et il est interdit d'y résider ou d'y accéder.

La Barrière

24. Le Bureau d'enregistrement de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé, créé en application de la résolution ES-10/17 de l'Assemblée générale, a poursuivi son action de sensibilisation et d'enregistrement des plaintes, qui « [serviront] à consigner sous forme documentaire les dommages causés à toutes les personnes physiques et morales concernées par la construction du mur par Israël, dans le Territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem-Est » [par. 3 a)]. Plus de 66 500 plaintes et 750 000 justificatifs ont été recueillis. L'enregistrement des plaintes a été mené à bien dans huit des neuf gouvernorats palestiniens touchés, et les travaux ont bien progressé dans le gouvernorat de Jérusalem.

III. Intervention des organismes des Nations Unies

A. Développement humain et social

25. Durant la période à l'examen, les organismes des Nations Unies ont continué de coordonner et de fournir une assistance humanitaire et une aide au développement dans le territoire palestinien occupé. Cette aide était destinée aux personnes et aux collectivités basées dans des secteurs géographiques situés au-delà du rayon d'action de l'Autorité palestinienne, à savoir Jérusalem-Est, la zone C en Cisjordanie et Gaza. Les organismes des Nations Unies se sont efforcés collectivement de venir surtout en aide aux catégories de population qui risquaient le plus d'être laissées pour compte.

Éducation

26. Durant l'année scolaire 2017/18, l'UNRWA a offert un enseignement primaire gratuit (1^{re} à 9^e années) à 271 900 écoliers (140 347 garçons et 131 553 filles) de 275 écoles primaires et écoles préparatoires à Gaza et à 48 192 écoliers (28 537 filles et 19 655 garçons) de 95 écoles primaires et écoles préparatoires en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est.

27. À Gaza, l'UNRWA a construit ou reconstruit sept écoles. Quatre de ces établissements ont ouvert durant l'année scolaire 2017/18, accueillant environ 6 000 écoliers.

28. Durant la période à l'examen, les écoles de l'UNRWA en Cisjordanie ont continué de participer au programme d'éducation inclusive. En 2017, les activités d'éducation inclusive menées dans les écoles en Cisjordanie comprenaient la formation de 475 membres du personnel des établissements scolaires, y compris les principaux et les enseignants, aux méthodes d'éducation inclusive, et la formation de 170 conseillers scolaires et enseignants aux activités de loisir favorisant le bien-être psychosocial des écoliers. Ces formations ont été menées dans toute la Cisjordanie. À Gaza, 11 écoles ont bénéficié du programme d'éducation inclusive.

29. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a octroyé 970 bourses d'études (513 à des femmes) dans le cadre du programme *Dynamic Futures* de l'organisation Al Fakhoora. Par ailleurs, 785 étudiants ont participé à différentes activités de renforcement des compétences d'encadrement. Des projets d'autonomisation économique ont également été exécutés au bénéfice de 224 étudiants.

30. Le PNUD a achevé la construction ou la remise en état de 46 écoles et établissements d'enseignement supérieur à Gaza, qui accueillent 119 000 écoliers et étudiants. Il a également inauguré, à Gaza, la première école qu'il a conçue en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans l'objectif d'offrir le meilleur environnement possible aux enfants.

31. À Jérusalem-Est, le PNUD a amélioré les conditions d'apprentissage dans 71 écoles privées et offert 44 salles de classe supplémentaires en construisant 2 nouvelles écoles. Il a fourni l'accès à un enseignement de qualité à 28 écoles privées. En Cisjordanie, il a construit 19 salles de classe et remis en état 94 unités éducatives dans 12 écoles et six garderies dans la zone C et à Jérusalem-Est, permettant ainsi à quelque 6 147 écoliers (dont 61 % sont des filles) d'étudier dans de meilleures conditions.

32. Dans l'ensemble du territoire palestinien occupé, l'UNICEF s'est employé : à perfectionner les compétences de 100 enseignants du niveau préscolaire et de 1^{re} année et de 50 principaux dans le domaine du développement du jeune enfant ; à former 980 enseignants aux nouvelles méthodes d'enseignement des compétences

pratiques et d'éducation active ; à renforcer la capacité de 620 enseignants et de 240 conseillers d'orientation de déceler les signes de violence et d'intervenir de façon appropriée ainsi que leur capacité de promouvoir auprès des écoliers les moyens d'éviter la violence. De plus, avec l'appui de l'UNICEF, 10 000 écoliers à Gaza et en Cisjordanie ont participé à des initiatives étudiantes visant à promouvoir la non-violence et le règlement pacifique des conflits.

Santé

33. Durant la période à l'examen, l'UNRWA a assuré le fonctionnement de 43 établissements de santé, dont 24 centres de soins de santé primaires et 19 postes sanitaires, ainsi que six dispensaires itinérants, un hôpital et un centre d'orientation pour les maladies non transmissibles, en Cisjordanie. Ces établissements employaient 823 personnes. À Gaza, des services de santé primaires ont été dispensés par 22 établissements de santé employant 954 membres du personnel de l'UNRWA.

34. À Gaza, le PNUD a achevé les travaux de remise en état et de rénovation de l'hôpital Al-Qods ainsi que la reconstruction et l'équipement du Centre médical Atta Habib, ce qui a bénéficié à plus de 650 000 personnes. Le PNUD a également achevé l'installation de panneaux solaires destinés à alimenter trois hôpitaux en électricité et fourni les médicaments nécessaires.

35. Le PNUD a achevé la modernisation du département de chimiothérapie de l'hôpital Augusta Victoria à Jérusalem-Est, qui peut désormais offrir de meilleurs soins oncologiques à 1 500 patients par an. Le PNUD a également amélioré la qualité des services de soins fournis à 30 000 patients en Cisjordanie (Yatta, Jénine, Alia et Najah).

36. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a mené des activités d'information sur le cancer du sein auprès de 250 000 femmes et offert des services de dépistage par mammographie à plus de 3 000 femmes vivant dans des zones isolées de Cisjordanie et de Gaza. Le premier rapport complet sur le cancer du sein et les services connexes a été publié. Le FNUAP a également aidé à la mise à jour des protocoles et des outils relatifs à la santé sexuelle et procréative et fait en sorte que les services de planification de la famille soient désormais assurés selon une perspective soucieuse des droits de la personne. En Cisjordanie et à Gaza, une formation complète aux nouveaux protocoles a été dispensée à 59 cadres et chefs de département du Ministère de la santé. Le FNUAP a également aidé à actualiser les protocoles de soins obstétricaux et dispensé une formation à ces protocoles aux sages-femmes de 13 hôpitaux du Ministère de la santé en Cisjordanie.

37. L'UNICEF a aidé à la mise en place de services novateurs en matière de développement du jeune enfant et d'intervention dans 47 centres de santé, garderies et crèches. Plus de 5 400 familles ayant des enfants en bas âge ont bénéficié de programmes d'éducation à l'intention des parents et 2 187 enfants de moins de 3 ans ont reçu des services de dépistage précoce et d'intervention.

38. À Gaza, l'UNICEF a contribué à l'agrandissement des hôpitaux de Rafah et de Khan Younés. Depuis octobre 2017, des groupes de soins néonataux installés dans les nouveaux étages offrent des soins à 5 000 nouveau-nés (nombre de cas prévus par an : 8 500). Une troisième unité de soins néonataux de l'hôpital de Beït Jala en Cisjordanie a été agrandie. Ses capacités ayant été doublées, elle pourra prendre en charge 1 000 nouveau-nés par an à partir de juin 2018.

39. L'UNICEF a introduit la télémédecine en organisant des visioconférences entre l'hôpital Makassed à Jérusalem et l'hôpital pédiatrique Nasser à Gaza, permettant ainsi chaque mois à 600 familles ayant des enfants en bas âge qui sont privées de services d'orientation de recevoir des soins de qualité.

40. L'UNICEF a financé l'achat de vaccins, de fournitures connexes et de produits jetables, de manière que des services de vaccination puissent être offerts tout au long de l'année.

41. Des activités de promotion de l'allaitement au sein exclusivement ont été menées dans 10 dispensaires à Gaza, au profit de 145 453 mères allaitantes. En 2017, plus de 40 000 mères allaitantes ont assisté à des sessions de conseils organisées dans des établissements de soins de santé primaires en Cisjordanie.

42. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a aidé à la mise en place d'un centre national de réadaptation à Bethléem et à l'élaboration de protocoles et de règles concernant le traitement de la toxicomanie. En fournissant des données actualisées sur la consommation de drogues illicites et les consommateurs de drogues à haut risque, l'ONUDC et l'OMS ont mis en place la base d'une réorientation des services de traitement de la toxicomanie, de réadaptation et de prévention.

43. L'OMS a soutenu le lancement de l'Initiative pour des hôpitaux soucieux de la sécurité des patients et la mise au point d'outils permettant de mieux extraire et analyser les données hospitalières en vue d'améliorer la qualité des soins. L'OMS a continué de soutenir l'ensemble des interventions essentielles visant à lutter contre les maladies non transmissibles dans le cadre des soins de santé primaires, ainsi que la prestation des soins de santé primaires selon une approche familiale.

44. L'OMS a collaboré avec le Ministère de la santé afin de renforcer les capacités dans les domaines prévus dans le Règlement sanitaire international, en s'attachant tout particulièrement à améliorer la coordination, la surveillance, les laboratoires, la prévention et la maîtrise des infections et la planification des interventions en cas d'urgence. L'OMS a fourni un soutien technique à des partenaires en dispensant une formation sur le droit de la santé et l'introduction d'une approche de la santé fondée sur les droits de l'homme.

Eau et assainissement

45. Le PNUD a aidé à améliorer l'accès de 200 000 personnes à une eau sans risque sanitaire et à l'assainissement en remettant en état des réseaux d'égouts et de distribution d'eau endommagés dans la bande de Gaza. En Cisjordanie, l'accès à l'eau potable a été amélioré grâce à l'installation de 1 473 conduites d'eau et de 335 raccordements. Le PNUD a amélioré l'accès à l'eau et à l'assainissement au parc agro-industriel de Jéricho.

46. En 2017, l'UNICEF a apporté de l'aide à 65 277 personnes (32 775 en Cisjordanie et 32 502 dans la bande de Gaza) en réparant le réseau d'alimentation en eau, en installant des réservoirs d'eau à usage domestique et en assurant la distribution d'eau. Dans la bande de Gaza, quelque 75 000 personnes ont un meilleur accès à l'eau potable depuis l'achèvement de la première phase de la construction de l'usine de dessalement dans le sud de Gaza.

47. L'UNICEF a aidé 166 766 personnes à bénéficier d'un meilleur assainissement ; 16 330 autres ont bénéficié de la construction et de la remise en état de réseaux d'évacuation des eaux usées, du raccordement aux réseaux et de la prestation de services d'assainissement. La modernisation de la station de pompage des eaux usées de Jomizit el-Sabil a été achevée en avril 2017, ce qui a bénéficié à 150 000 personnes.

48. Grâce au système de bons électroniques du Programme alimentaire mondial (PAM), l'UNICEF a fourni des trousseaux d'hygiène à 17 146 familles, ce qui a bénéficié à quelque 205 750 personnes. Il a également distribué des équipements

d'hygiène et de nettoyage à 102 écoles en Cisjordanie, ce qui a bénéficié à 35 700 écoliers.

49. Quelque 160 000 écoliers de 1 660 écoles en Cisjordanie et 16 000 membres des collectivités ont participé à la campagne de la Journée mondiale de lavage des mains. L'UNICEF a soutenu la remise en état ou la construction d'installations d'alimentation en eau, d'assainissement et d'hygiène dans 60 écoles qui accueillent plus de 41 600 enfants.

Emploi

50. Durant la période à l'examen, l'UNRWA est demeuré le deuxième employeur de Gaza, les 13 000 membres de son personnel représentant environ 8,5 % de la population active. En outre, 10 000 emplois ont été créés dans le cadre de ses projets de construction et de ses programmes de création d'emplois.

51. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a aidé à la création de 26 coopératives féminines (950 membres) et de 4 entreprises dirigées par des femmes, en dispensant des formations sur le traitement des produits alimentaires de haute qualité, les marques de fabrique, les droits de la propriété individuelle et l'étiquetage des produits afin de leur faciliter l'accès aux marchés nationaux et internationaux.

52. En 2017, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a organisé cinq ateliers de formation de facilitateurs (3 en Cisjordanie et 2 à Gaza) à l'intention de 171 enseignants palestiniens. L'OIT a également dispensé une formation sur la création d'entreprises à huit prestataires de services de formation et à 18 instructeurs (9 hommes et 9 femmes).

53. Le PNUD a fourni des emplois stables à 1 314 personnes et des emplois temporaires et une formation sur le tas à plus de 900 jeunes diplômés. Des programmes de renforcement des capacités, notamment en matière de planification, de formation aux notions de base de la gestion et de formation technique spécialisée ont bénéficié à plus de 400 personnes. Le PNUD a assuré l'autonomisation économique de 657 familles pauvres, notamment en octroyant des subventions à la création d'entreprises à 227 familles (dont 29 % étaient dirigées par des femmes). En tout 430 petites et moyennes entreprises ont bénéficié d'un financement (dont 27 étaient gérées par des femmes qui en étaient propriétaires). Le PNUD a également trouvé des emplois pour 129 diplômés d'universités (106 femmes) de Jérusalem-Est.

54. Les interventions du PNUD ont créé plus de 410 000 débouchés en Cisjordanie et dans la bande Gaza car ses travaux d'infrastructure nécessitent une main-d'œuvre importante.

55. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a aidé à la mise en place, dans six gouvernorats de la Cisjordanie, des « groupes de réconciliation » qui fournissaient une aide juridictionnelle aux femmes en conflit avec leurs employeurs. Elle a également mené une campagne d'information sur les droits des travailleuses dans le cadre de la législation du travail palestinienne auprès de plus de 1 000 travailleuses.

56. ONU-Femmes a aidé le Bureau central palestinien de statistique à élaborer des produits d'information (brochures et affiches) sur l'écart entre les sexes dans certains secteurs. Elle a également facilité l'adaptation des femmes marginalisées en renforçant les compétences de celles-ci et en établissant des partenariats en vue de leur donner accès à des possibilités de formation de revenu.

Protection sociale ciblée

57. Durant la période à l'examen, l'UNRWA a distribué 395 123 colis alimentaires à près de 21 000 familles de réfugiés palestiniens à Gaza et aidé 36 000 autres personnes en Cisjordanie par des transferts monétaires.

58. Le PAM a également fourni une aide alimentaire d'urgence, assuré la distribution d'eau et fourni des moyens d'assainissement et des articles d'hygiène, ainsi que des uniformes scolaires. Il a continué d'apporter son concours au programme de protection sociale du Gouvernement dans le cadre duquel 213 000 personnes, à Gaza et en Cisjordanie, ont bénéficié d'une aide alimentaire ainsi que de transferts monétaires.

Culture

59. Le PNUD a achevé la revitalisation du site historique de Khan el-Wakalé, créant 26 emplois permanents. En tout 18 146 jeunes Palestiniens vivant à Jérusalem-Est ont participé à des activités sociales et culturelles menées en partenariat avec des organisations non gouvernementales.

Sécurité alimentaire et agriculture

60. La FAO a aidé 1 870 exploitants agricoles à cultiver 5 800 dounoums de champs à haut rendement en utilisant des techniques durables et plus efficaces et des moyens de lutte contre les ravageurs. Un marché de bétail a été ouvert à Zahiriyé (Hébron), ce qui a bénéficié à plus de 2 000 éleveurs et renforcé la suffisance alimentaire et l'innocuité des aliments.

61. La FAO a installé 61 kilomètres de conduits afin d'irriguer quelque 10 000 dounoums de terres cultivées par 775 familles de cultivateurs, ce qui a réduit de 36 % les pertes en eau dans la zone C. En plus la construction et la remise en état de 175 réservoirs communautaires approvisionnant 501 familles ont permis à celles-ci de disposer de 49 000 mètres cubes d'eau supplémentaires.

62. La FAO a aidé 670 exploitants à cultiver la goyave et à maîtriser la mouche des fruits, ce qui a permis d'augmenter la production, d'en améliorer la qualité et de réduire de 40 % l'utilisation de pesticides.

63. Dans la zone C, 190 dounoums de terres agricoles ont été mises en valeur avec l'aide du PNUD, au bénéfice de 400 Palestiniens qui ont vu leurs revenus augmenter. En tout 21,3 kilomètres de canalisation ont été installés ou remis en état, ce qui a bénéficié à 4 712 Palestiniens.

Droits de l'homme, femmes, enfants et jeunes

64. Au cours de la période considérée, le FNUAP a créé quatre refuges en Cisjordanie et à Gaza et neuf hôpitaux et centres de soins de santé primaires ont été aménagés pour pouvoir prendre en charge les cas de violence sexiste. Quelque 500 femmes ayant besoin d'une aide spécialisée ont été orientées vers des services médicaux, sociaux ou juridiques.

65. Le FNUAP a organisé 560 séances de sensibilisation visant à fournir un soutien psychosocial et à familiariser les chefs communautaires et religieux avec le problème de la violence sexiste. Environ 1 800 femmes, y compris des survivantes de violences sexistes, ont reçu des trousseaux d'hygiène féminine en Cisjordanie et à Gaza.

66. Pour la première fois, le FNUAP a participé à la production d'une émission de télé-réalité sur les rôles dévolus à chacun des deux sexes, dans laquelle on peut voir des hommes exécuter des tâches ménagères. Quelque 3 000 personnes ont participé

aux activités organisées dans le cadre des 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste.

67. En 2017, en Cisjordanie, l'UNRWA a offert un accompagnement individuel à 372 victimes (338 femmes et 34 hommes) d'actes de violence sexiste, de violence domestique ou d'autres formes de maltraitance et, dans 19 situations de grand risque ou d'urgence, les cas ont été confiés à des organisations non gouvernementales pour une prise en charge spécialisée. En outre, 564 personnes âgées victimes de négligence ont bénéficié d'une prise en charge complète.

68. Une série d'ateliers de sensibilisation organisée en Cisjordanie sur les thèmes de la violence sexiste, de la santé mentale, de la nutrition, de la santé sexuelle et procréative, des droits de l'homme et de la lutte contre les violences sexuelles a rassemblé un total de 21 363 participants.

69. En 2017, à Gaza, l'UNRWA est venu en aide à 1 398 victimes de violences sexistes, dont environ 48 % ont été vues par des conseillers spécialisés dans des centres de santé tenus par l'Office. Des séances d'information animées par des conseillers juridiques ont été organisées à l'intention de 4 033 bénéficiaires (dont 96 % de femmes).

70. ONU-Femmes a appuyé la mise en place, à Gaza, d'un dispositif de prise en charge de qualité ouvert aux femmes victimes de violences sexistes. L'organisme a notamment soutenu la prise en charge de 102 personnes, contribué à sensibiliser 598 femmes et 82 hommes aux conséquences de la violence sexiste et aux services disponibles dans ce domaine et soutenu la création d'une pépinière d'entreprises.

71. Le centre polyvalent créé à Ramallah a pris en charge 2 224 personnes, dont 958 enfants en situation de conflit avec la loi ou victimes de violences et 1 266 affaires de violence domestique.

72. Le refuge financé par ONU-Femmes à Naplouse a accueilli 128 femmes, 9 filles et 11 garçons. À Gaza, ONU-Femmes a fourni une aide financière au Centre Hayat pour la prise en charge de 199 victimes de violences sexistes.

73. ONU-Femmes a assisté le Gouvernement palestinien dans l'élaboration de son tout premier rapport national sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et aidé les organisations non gouvernementales à rédiger le rapport parallèle.

74. L'UNICEF a appuyé la formation de 100 professionnels (dont des juges, procureurs, policiers, avocats, conseillers à la protection de l'enfance) à l'application de la nouvelle loi sur la protection des mineurs.

75. Le Fonds a également aidé les conseillers à la protection de l'enfance du Ministère du développement social en organisant 121 séances de formation à la prise en charge. À Gaza, la formation de 98 spécialistes de la protection de l'enfance à un dispositif de prise en charge en ligne a permis de renforcer les systèmes de gestion de l'information.

76. L'UNRWA a saisi les services d'aide juridictionnelle et d'autres services de 41 dossiers d'enfants en détention en Cisjordanie. Entre janvier et septembre 2017, 11 223 enfants (dont 5 615 filles) ont été pris en charge par les structures psychosociales de l'UNICEF ou dans le cadre d'interventions de protection de l'enfance par l'intermédiaire de 20 centres. Au total, 2 882 parents ont été mieux informés sur la manière de protéger leurs enfants et sur la discipline positive. Au total, 75 salles de consultation, 7 services d'accompagnement spécialisé et 25 salles de ludothérapie ont été rénovés, équipés et ouverts.

77. L'UNWRA a fourni des services de santé mentale et un accompagnement psychosocial à 57 communautés de bédouins et d'éleveurs de Cisjordanie confrontées à la violence des colons et à la menace d'un déplacement forcé. Au cours de la période considérée, plus de 10 300 personnes ont bénéficié chaque mois d'un accompagnement psychosocial et de prestations de santé mentale.

78. Le PNUD a permis aux jeunes et aux enfants de Gaza et de Cisjordanie de s'investir davantage dans le sport en créant une ligue sportive des jeunes Palestiniens. Plus de 6 200 jeunes (dont 25 % de femmes) ont bénéficié de cette initiative. Par ailleurs, six stades et autres infrastructures sportives ont été construits ou rénovés.

79. L'UNICEF a offert à 17 447 adolescents des ateliers d'autonomisation visant à mieux les préparer à la vie active et à éveiller leur engagement civique afin qu'ils deviennent les acteurs du changement dans leurs communautés ; 10 802 de ces jeunes étaient à la tête de projets de proximité. Au total, 4 533 adolescents ont été associés à des campagnes visant à changer les comportements dans l'objectif de réduire la violence dans les écoles et les populations, d'établir un lien de confiance entre les adolescents et le reste de la population et de renforcer la cohésion sociale au sein des différentes communautés et entre elles.

80. Le FNUAP a organisé des programmes d'autonomisation auxquels ont participé 10 376 jeunes et des formations entre pairs pour 6 000 jeunes dans les universités. Plus de 1 000 jeunes ont participé à des projets de proximité menés par des jeunes. Quelque 450 jeunes et 20 décideurs ont été mobilisés grâce à des initiatives innovantes telles que des billets de blog publiés par des jeunes à la suite de visites en bus dans des quartiers défavorisés, une fresque numérique, une manifestation en ligne, des films réalisés au moyen de smartphones et la création d'un conseil de la jeunesse.

81. L'UNRWA a offert à 383 femmes titulaires d'un diplôme universitaire une formation axée sur les compétences en matière d'encadrement, la préparation à la vie active et l'épanouissement personnel. Par la suite, 200 diplômées ont fait un stage de cinq mois dans différentes organisations et entreprises de la bande de Gaza.

Environnement, logement et développement urbain

82. À Gaza, le PNUD a fourni une assistance pécuniaire à 294 familles, en priorité des familles déplacées et des ménages dirigés par des femmes, et reconstruit 1 014 logements qui ont accueilli 6 386 personnes.

83. Le PNUD a facilité l'accès au logement pour 600 personnes défavorisées de Jérusalem-Est, en priorité des ménages dirigés par des femmes. Il a également aidé quelque 176 Palestiniens à monter des coopératives de logement à Jérusalem-Est. Quelque 30 ateliers de sensibilisation à des questions relatives à la loi, au génie, au logement et à divers problèmes sociaux ont été organisés et environ 2 750 habitants de Jérusalem y ont participé.

84. Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a contribué à la prise en compte systématique des droits de l'homme dans les projets d'urbanisme locaux pour la zone C. Le Ministère chargé des administrations locales a adopté un dispositif permettant d'évaluer l'impact en matière de droits de l'homme, qui a été utilisé pour : 5 projets locaux ; 25 projets locaux consolidés et détaillés ; 2 projets de regroupement de plusieurs collectivités ; 3 nouveaux plans ville-région.

85. ONU-Habitat a mené à bien des projets d'urbanisme dans trois municipalités défavorisées de la bande de Gaza (Ouadi el-Salqa, Abassan el-Kabira et Beït Lahia) pour renforcer les institutions locales et nationales chargées des services publics.

86. ONU-Habitat et ONU-Femmes ont inauguré à Gaza le premier espace public sûr et ouvert à tous, en utilisant les technologies numériques pour que les femmes et les jeunes puissent participer à la conception de leurs propres espaces publics. Un espace public, qui doit bénéficier à plus de 40 000 habitants, a également été créé à Ouadi el-Joz (Jérusalem-Est) en associant plus de 30 jeunes au processus de conception.

B. Aide d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies

87. En 2017, l'ONU et ses partenaires ont de nouveau concentré l'essentiel de l'aide humanitaire sur Gaza. L'ONU a continué de coordonner et de fournir une aide humanitaire dans les domaines de la protection, du logement, de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'assainissement, de la santé et de la nutrition, et de l'éducation à quelque 0,9 million de personnes, soit environ 57 % des 1,6 million de Palestiniens vulnérables auxquels une aide devait être dispensée en 2017. Sur un montant de 551,9 millions de dollars demandé au titre du Plan d'action humanitaire pour 2017, 258,8 millions de dollars ont été réunis (soit 47 %).

88. Face à la détérioration de la situation humanitaire dans la bande de Gaza, un appel de fonds d'urgence a été lancé en juillet 2017, l'objectif étant de répondre aux besoins les plus urgents dans le cadre des projets prévus au titre du Plan d'action humanitaire pour 2017. La mise en œuvre du Plan d'intervention humanitaire 2018-2020 nécessite un montant de 539,7 millions de dollars, dont environ 75 % sont destinés à Gaza.

89. Même si, à Gaza, la reconstruction s'accélère, plus de 4 100 familles (environ 22 000 personnes) sont toujours déplacées, en conséquence du conflit de 2014. Sur ce total, 3 996 familles ont encore besoin d'assistance financière pour payer leur logement provisoire. Au 28 février 2018, il y avait encore un déficit de financement pour plus de 3 100 unités d'habitation détruites et plus de 55 800 unités endommagées.

90. Le Service de la lutte antimines a déminé 71 grands théâtres de bombardements aériens et appuyé l'élimination en toute sécurité de 2 193 restes explosifs de guerre. Il a également fourni des services d'évaluation et d'atténuation des risques sur 34 sites de reconstruction, soit 221 280 m² de terrain où il est prévu de construire des installations de dessalement, des abris d'urgence, des lieux publics, des routes et des bâtiments.

Aide d'urgence à l'agriculture

91. En réponse à la menace de déplacement, la FAO a fourni un appui d'urgence en nature à 1 300 ménages d'éleveurs de la zone C, dont ont bénéficié 8 000 personnes. Des aliments ont été distribués pour 31 000 animaux. La FAO a également aidé plus de 1 300 ménages d'agriculteurs et d'éleveurs en remettant en état des réservoirs d'eau et des systèmes d'irrigation au goutte à goutte.

92. À Gaza, la FAO a rétabli l'accès à l'eau pour 53 familles d'agriculteurs en raccordant un puits au réseau électrique et en installant des systèmes d'irrigation au goutte à goutte. Quelque 70 ménages urbains et périurbains de la bande de Gaza en situation d'insécurité alimentaire ont bénéficié de la création d'espaces d'exploitation domestique dotés d'unités de production végétale et animale.

93. La FAO a renforcé la résilience des moyens de subsistance des éleveurs en Cisjordanie et à Gaza en construisant près de 2 200 abris où les animaux peuvent hiverner.

Aide alimentaire d'urgence

94. À Gaza, plus de 990 000 personnes ont reçu une aide alimentaire par transferts et bons en 2017. L'UNRWA a distribué des colis alimentaires à 172 613 familles (894 232 personnes).

95. En 2017, à Gaza, 81 500 Palestiniens (autres que des réfugiés) en situation d'insécurité alimentaire ont bénéficié du programme de transferts monétaires et de bons du PAM et 164 000 ont reçu des colis alimentaires.

96. En Cisjordanie, le PAM et les équipes d'intervention d'urgence de l'UNRWA ont distribué de la nourriture à plus de 37 000 éleveurs bédouins dans 85 communautés installées dans la zone C.

97. En 2017, en Cisjordanie, 104 584 Palestiniens (autres que des réfugiés) en situation d'insécurité alimentaire ont bénéficié d'une aide alimentaire via le programme de transferts monétaires et de bons du PAM et 104 210 ont reçu des colis alimentaires.

Aide d'urgence à l'éducation

98. L'UNICEF a organisé des activités au profit de 5 919 adolescents pour les préparer à la vie active et les aider à surmonter le stress. En Cisjordanie, le Fonds a également appuyé la mise en place d'escortes pour la protection de 8 537 enfants et enseignants entre l'école et leur domicile dans la zone C.

99. À Gaza, l'UNICEF a distribué des fournitures et du matériel scolaires à 13 000 enfants et organisé des cours de soutien pour 3 296 enfants.

100. À Gaza, le Service de la lutte antimines a sensibilisé plus de 41 000 personnes exposées (dont 27 315 enfants) aux risques des restes explosifs de guerre et mis en œuvre une nouvelle méthode d'éducation aux risques qui vise à autonomiser les populations à risque et à renforcer leur résilience. En 2017, les restes explosifs de guerre ont fait 24 victimes, dont 10 enfants. Le Service de la lutte antimines a également fourni un appui au nettoyage par neutralisation des explosifs et munitions à tous les établissements scolaires de l'ONU dans la bande de Gaza.

Aide sanitaire d'urgence

101. Grâce au FNUAP, 1 007 femmes ont pu passer une mammographie de dépistage dans des dispensaires mobiles, 360 femmes ont reçu une aide en espèces (pour couvrir le traitement prescrit et le transport), 1 400 femmes ont reçu un appui pour passer des examens médicaux et 800 femmes ont reçu des médicaments, des vitamines et des compléments. Le Ministère de la santé et les organisations non gouvernementales ont reçu le matériel nécessaire pour améliorer les moyens de dépistage, de diagnostic et de confirmation du diagnostic du cancer du sein.

102. Grâce au soutien de l'UNICEF, au 31 décembre 2017, 60 % des mères et des nouveau-nés ayant vécu une grossesse à haut risque bénéficiaient de soins postnatals prodigués dans les deux jours après la naissance, à domicile, par des infirmières ou des sages-femmes qualifiées. Depuis le 1^{er} janvier 2017, 5 411 femmes et leurs nouveau-nés ont bénéficié à domicile de soins maternels et infantiles, de conseils en alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, ainsi que de soins curatifs.

103. L'UNICEF a renforcé la préparation aux situations d'urgence et la capacité d'intervention en Cisjordanie et à Gaza en formant 154 professionnels de santé appelés à intervenir dans des situations d'urgence.

104. L'UNICEF a par ailleurs fourni au Ministère de la santé à Gaza des médicaments et consommables essentiels qui ont permis de soigner plus de

437 000 patients (145 716 femmes enceintes et mères allaitantes et 291 333 enfants de moins de 5 ans). Près de 14 tonnes de médicaments essentiels ont été acheminées en Cisjordanie, qui ont permis de traiter 7 600 femmes et enfants.

105. En 2017, à Gaza, l'UNRWA a proposé un accompagnement psychologique individuel à 11 088 enfants à risques (dont 49 % de filles) et des séances collectives à 10 020 enfants scolarisés dans les établissements de l'UNRWA. Dans les centres de santé de l'UNRWA, 4 046 personnes (503 hommes et 3 543 femmes) ont reçu un accompagnement psychosocial et des services de protection, essentiellement sous forme de consultations individuelles ou collectives. Au total, 92 750 réfugiés palestiniens ont participé à des réunions de sensibilisation organisées dans des écoles, dans des centres de santé et en d'autres lieux.

106. En 2017, en Cisjordanie, l'UNRWA a permis d'assurer le fonctionnement de six dispensaires ambulants dans 58 localités, lesquels ont desservi une population de 117 227 habitants. En tout, 2 456 réfugiés de Palestine en Cisjordanie ont bénéficié de services d'appui socio-psychologique individuels ou de groupe.

107. En février 2018, l'OMS a livré plus de 5 tonnes de matériel médical d'urgence et plus de 20 médicaments essentiels ainsi que des fournitures chirurgicales à des hôpitaux de Gaza, leur permettant ainsi de soigner plus de 300 000 patients. L'OMS a également fourni du carburant destiné à alimenter des groupes électrogènes pendant six semaines afin de prévenir la fermeture de 14 hôpitaux publics et de 14 hôpitaux privés à Gaza.

108. L'OMS a fourni un appui technique à la Direction des services d'urgence et d'ambulance du Ministère de la santé pour l'élaboration de plans d'urgence concernant 14 hôpitaux publics et 13 centres de soins de santé primaires en Cisjordanie.

109. L'OMS a aidé le Ministère de la santé à améliorer l'accès aux soins psychiatriques, notamment la disponibilité de certains produits pharmaceutiques essentiels pour la santé mentale. Elle a formé 504 professionnels de la santé travaillant pour le Ministère et l'UNRWA et fourni un appui à 11 des 23 centres de soins de santé primaires de l'Office à Gaza.

Aide d'urgence au logement

110. Dans le cadre du Mécanisme pour la reconstruction de Gaza, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a facilité l'importation de matériaux indispensables dans la bande de Gaza. En 2017, 686 631 tonnes de ciment ont été importées à Gaza. Les matériaux importés ont permis de construire des logements pour 23 553 familles gazaouies ou de préparer la reconstruction de leur logement. Il a été fait appel à des fournisseurs locaux, ce qui a contribué à stimuler l'économie locale.

111. En 2017, l'UNOPS a reconstruit 140 maisons entièrement détruites et fourni un appui juridique, financier et technique aux familles concernées.

112. Au 28 février 2018, grâce à l'appui de l'UNRWA, 84 800 familles avaient achevé les travaux de remise en état de leur logement et plus de 3 000 familles avaient achevé ou étaient en train d'achever la reconstruction de leur maison détruite.

113. En 2017, en Cisjordanie, l'UNRWA a fourni une assistance pécuniaire à 58 familles de réfugiés de Palestine dont le logement avait été démoli par les autorités israéliennes. Au total, 654 familles de réfugiés de Palestine ont bénéficié d'une aide financière et ont été orientées en fonction des besoins humanitaires recensés, compte tenu des dommages matériels et des traumatismes causés par les fouilles et les

arrestations effectuées par les forces de sécurité israéliennes dans les camps de réfugiés.

Aide d'urgence à la création de revenus

114. En 2017, l'UNRWA a aidé 19 695 personnes occupant un emploi de courte durée à Gaza. L'Office a créé 4 689 postes équivalent temps plein, ce qui a permis d'injecter 15,78 millions de dollars dans l'économie locale, et plus de 5 000 emplois directs et indirects dans le cadre de ses projets de construction. Il a également employé 14 289 agents recrutés sur le plan régional.

115. L'UNRWA a fourni une aide indispensable à 8 327 ménages (soit 44 630 personnes) de 19 camps de réfugiés de Palestine en Cisjordanie en leur permettant de travailler contre rémunération.

Aide d'urgence en matière d'eau et d'assainissement

116. À Gaza, l'UNICEF a apporté des améliorations aux bâtiments de six établissements scolaires pour que ceux-ci servent d'abris de secours, notamment en installant des toilettes, des douches, des panneaux solaires pour l'éclairage et des citernes surélevées.

117. En réponse à la crise de l'électricité à Gaza, l'UNICEF a remis en état 141 installations d'eau et d'assainissement et 197 groupes électrogènes qui alimentent ces installations. Le Fonds a également fourni de quoi désinfecter au chlore 70 installations d'eau et d'assainissement. Il a fourni des trousseaux d'hygiène à plus de 23 100 personnes en distribuant des bons électroniques lors de sessions d'information.

118. En 2017, à Gaza, l'UNRWA a fourni des services de gestion des déchets solides dans les huit camps de réfugiés de Palestine, qui abritent au total 560 000 réfugiés. Des services analogues ont été fournis par l'Office dans les 19 camps de réfugiés de Cisjordanie, où vivent 250 000 réfugiés palestiniens. L'UNRWA a également fourni : environ 3 millions de litres de carburant aux municipalités de Gaza pour qu'elles puissent faire fonctionner leurs infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées ; environ 2 millions de litres de carburant pour les services de gestion des déchets solides municipaux ; le carburant et les agents de lutte biologique nécessaires pour éliminer les moustiques dans les usines de traitement des déchets ; le carburant nécessaire pour assurer le fonctionnement des puits de l'Office touchés par les pannes d'électricité.

C. Appui du système des Nations Unies aux institutions palestiniennes

119. La FAO a aidé les administrations publiques à entreprendre des réformes législatives, ce qui a abouti à l'élaboration d'une loi relative à la santé animale, d'un statut sur les pesticides, d'une loi phytosanitaire et d'une loi sur la sécurité alimentaire, ainsi qu'à l'adoption de la Stratégie nationale relative à la sécurité alimentaire (2017-2022). La FAO a appuyé la création d'un laboratoire national phytosanitaire et commencé à élaborer la première politique relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour la Palestine. La FAO et le PAM ont aussi encouragé le Bureau central de statistique palestinien à tester l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue pour analyser l'insécurité alimentaire.

120. L'OIT a appuyé le lancement de la Société palestinienne de sécurité sociale et l'a aidée à fournir une sécurité sociale complète aux travailleurs palestiniens. Elle a aussi contribué à l'élaboration d'une loi régissant les coopératives.

121. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et ses partenaires ont mis au point un programme de formation professionnelle diplômant sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement, pour répondre aux besoins des exportateurs, des importateurs, des courtiers en douane, des fonctionnaires, des jeunes diplômés, des juristes et d'autres professionnels palestiniens. Le programme a été accrédité par le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur en 2017.

122. Le PNUD, l'UNICEF et ONU-Femmes ont aidé l'ordre des avocats palestiniens, des organisations non gouvernementales et des antennes universitaires de conseil juridique à fournir des services juridiques à 14 337 personnes en Cisjordanie et à Gaza.

123. Le PNUD, l'UNICEF et ONU-Femmes ont secondé le Comité national d'aide juridictionnelle palestinien dans l'élaboration d'une stratégie nationale d'aide juridictionnelle. Le PNUD a renforcé les capacités des institutions policières et juridiques en créant un système de plaintes unifié. Il a également lancé une stratégie en faveur de l'égalité des sexes à l'intention de la police civile palestinienne, dispensé des cours de formation sur la violence sexiste et les questions connexes de justice pour mineurs aux agents spécialisés des services de sécurité et de justice et ouvert un centre pilote de services intégrés à Ramallah à l'intention des femmes victimes de violences.

124. Le PNUD a appuyé la création et l'institutionnalisation du premier fonds autorenouvelable national de promotion du microfinancement islamique. Un appui au renforcement des capacités a été fourni aux institutions de microfinancement partenaires afin qu'elles intègrent des services liés au développement des entreprises à leurs produits financiers et leurs produits d'investissement.

125. Le FNUAP a concouru à la réalisation du troisième recensement de la population, de l'habitation et des établissements en Palestine. Il a appuyé la création du Système de gestion de l'information sur la violence sexiste, qui est à présent employé par 21 organisations en Cisjordanie et à Gaza.

126. L'UNICEF a appuyé le centre de formation professionnelle du Ministère du développement social à Gaza pour promouvoir la réintégration des enfants en conflit avec la loi. En application d'une décision de justice, un total de 11 garçons privés de liberté dans le centre de détention Al-Rabee ont été remis en liberté et inscrits dans un centre national de formation professionnelle comme mesure de substitution à la détention. En outre, 176 acteurs du système de justice formelle (145 hommes et 31 femmes) ont été formés à la justice restauratrice pour mineurs.

127. L'ONUDC a prêté son concours aux institutions du secteur de la justice et de la sécurité. Un laboratoire médico-légal a été ouvert au sein de la Police civile palestinienne. L'ONUDC a aussi aidé le Ministère de la justice à intégrer les nouveaux diplômés en médecine légale. Trois cliniques médico-légales ont été ouvertes pour traiter les cas de violence sexuelle et sexiste selon la perspective juridique.

128. L'UNOPS a appuyé le Ministère de l'intérieur en matière de contrôle civil des services de sécurité de l'État. Le Ministère et les 17 entités palestiniennes chargées de la sécurité ont remanié leurs principales procédures afin de renforcer les mécanismes de supervision civiles concernant les services juridiques, la planification stratégique, les ressources humaines, le traitement des plaintes et les relations avec les médias et le public.

129. ONU-Habitat s'est associé au Ministère de l'administration locale pour élaborer le premier rapport intitulé « State of Palestine: Cities Report 2016 », le premier de la série, qui contient des données et des analyses sur le contexte urbain en Palestine qui

font apparaître les tendances et les forces de l'urbanisation et mettent en avant les obstacles qui entravent le développement durable dans les villes palestiniennes.

130. Le PAM a coordonné la création de la salle interinstitutions d'opérations d'urgence à Gaza et 160 fonctionnaires de Gaza ont été formés à l'évaluation des besoins alimentaires des personnes déplacées qui se trouvent en situation d'urgence.

131. Le PAM a renforcé les capacités de la défense civile palestinienne, fourni du matériel d'urgence pour faire face aux inondations, lutter contre les incendies et mener des opérations de recherche et de sauvetage et ouvert trois centres d'opération d'urgence.

132. L'OMS a concouru à mettre en place l'Institut national palestinien de santé publique, qui vise à renforcer les systèmes d'information et le recueil et l'utilisation des données, y compris par la création de registres électroniques concernant les causes de décès, les cancers, la santé maternelle et infantile, les accidents de la circulation et les dépistages par mammographie.

D. Développement du secteur privé

133. À Gaza, l'UNRWA a accordé 4 172 microcrédits (soit 6,30 millions de dollars) en 2017, dont 3 660 (soit 5 704 840 dollars) ont été octroyés à des réfugiés de Palestine et 1 788 (soit 2 051 340 dollars) à des femmes.

134. En Cisjordanie, l'UNRWA a accordé 10 343 crédits (soit 14 554 716 dollars) en 2017, dont 2 710 (soit 3 569 368 dollars) ont été accordés à des réfugiés de Palestine. Sur le total des crédits, 40 % ont été attribués à des femmes et 39 % à des jeunes de 18 à 30 ans.

135. L'entreprise sociale de l'UNRWA « G-Gateway » a continué de promouvoir l'emploi en donnant à des spécialistes de l'informatique un accès au marché mondial. Chaque année, à Gaza, environ 1 000 Palestiniens obtiennent un diplôme dans le domaine de l'informatique. En 2017, l'entreprise a employé 101 bénéficiaires et offert 300 possibilités d'emploi dans le cadre des services de travailleurs indépendants qu'elle propose.

136. Le PNUD appuie les propriétaires et chefs de micro et petites entreprises du Jericho Agro Industrial Park pour améliorer la portée, l'efficacité et l'efficience de leurs services de développement des entreprises. Il contribue à la création d'un modèle d'entreprises rentables et durables, alimentées par l'électricité photovoltaïque (énergie solaire) produite dans ce parc.

E. Coordination de l'aide fournie par les organismes des Nations Unies

137. La collaboration et la coordination entre les nombreuses instances représentatives des donateurs et des organismes des Nations Unies ont continué pendant la période considérée sous les auspices du Coordonnateur spécial adjoint pour le processus de paix au Moyen-Orient, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire. L'équipe de pays pour l'action humanitaire s'est réunie régulièrement pour convenir des mesures à prendre en matière de sensibilisation et d'intervention. L'équipe de pays des Nations Unies a continué de coordonner sa programmation du développement, en tenant compte des priorités énoncées dans le Plan de développement national.

IV. Réaction des donateurs face à la crise

Appui budgétaire et financier

138. L'Autorité palestinienne a limité le déficit global à 7,8 % du PIB en 2017 malgré une baisse du montant total des recettes nettes et ce, grâce à une forte réduction de la part du PIB consacrée aux dépenses. Cependant, la situation budgétaire est demeurée précaire compte tenu de la diminution de l'appui apporté par les donateurs. Pour financer le déficit, l'Autorité palestinienne a continué de recourir à des emprunts bancaires dans les limites réglementaires. Sur l'année, les donateurs ont fourni à l'Autorité palestinienne 544,5 millions de dollars au titre de l'aide financière extérieure et 175 millions de dollars au titre du financement du développement. Les donateurs arabes ont apporté 26,7 % du soutien budgétaire extérieur et les donateurs internationaux le reste. En mars 2018, l'Autorité palestinienne a approuvé un budget pour le territoire palestinien occupé unifié (Gaza et la Cisjordanie) pour l'année en cours, dans le cadre duquel les prévisions de dépenses totales s'élèvent à 5,1 milliards de dollars, avec un déficit de financement d'environ 490 millions de dollars.

Coordination des donateurs

139. La structure locale de coordination de l'assistance réformée a été mise en place pendant la période considérée, ce qui a permis aux institutions du Gouvernement palestinien, qui président maintenant les 15 groupes de travail sectoriels, de s'approprier davantage la coordination de l'assistance.

140. Pendant la période visée, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a continué d'assurer la coordination de l'aide humanitaire et des activités de sensibilisation à cet égard.

141. Pendant la période considérée, le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens a tenu deux sessions ordinaires : l'une, présidée par le Ministre norvégien des affaires étrangères de l'époque, Børge Brende, s'est tenue le 18 septembre 2017 à New York, et l'autre, animée par la Haut-Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, et présidée par la Ministre norvégienne des affaires étrangères, Ine Søreide, s'est tenue le 20 mars 2018 à Bruxelles. Une session extraordinaire, également animée par M^{me} Mogherini et présidée par M^{me} Søreide, s'est tenue le 31 janvier 2018 à Bruxelles.

V. Besoins non satisfaits

142. En 2017, l'UNRWA n'a pas pu réunir les fonds nécessaires à son budget-programme et a clôturé l'année avec un déficit d'environ 126,5 millions de dollars. Les programmes d'urgence et les projets essentiels mis en œuvre par l'UNRWA ont aussi accusé d'importants déficits. Grâce à l'appel d'urgence pour la Palestine qu'il a lancé en 2017, l'UNRWA a continué de fournir une aide humanitaire de base, n'ayant toutefois reçu que 38,1 % des fonds demandés. Après que les États-Unis ont annoncé, en janvier 2018, qu'ils gelaient leur contribution en 2018, les prévisions indiquaient que le budget-programme enregistrerait un déficit de 446 millions de dollars. Le 22 janvier 2018, l'UNRWA a lancé ses appels d'urgence en vue de lever 808 millions de dollars pour la Cisjordanie et Gaza, ainsi que pour la crise régionale liée à la Syrie. Une conférence ministérielle intitulée « Preserving Dignity and Sharing Responsibility : Mobilizing Collective Action for UNRWA », à laquelle le Secrétaire général a assisté, s'est tenue le 15 mars 2018 à Rome. Organisée par l'Égypte, la Jordanie et la Suède dans l'objectif de contribuer à améliorer la situation financière de l'UNRWA, elle a

permis d'obtenir des annonces de contributions d'un montant d'environ 100 millions de dollars. Actuellement, le déficit de financement de l'UNRWA s'élève à moins de 250 millions de dollars.

143. Si, faute de financement, l'UNRWA devait être contraint de réduire ou de suspendre totalement ses services de base et d'urgence à Gaza en 2018, les conséquences seraient considérables, notamment pour l'éducation, à laquelle 272 000 enfants n'auraient plus accès, pour les soins de santé primaires, les soins néonataux et autres services vitaux dont bénéficient plus d'1 million de réfugiés de Palestine, et pour l'aide alimentaire, qui ne serait plus distribuée à 1 million de réfugiés de Palestine vivant dans la pauvreté.

144. Sur les 3,5 milliards de dollars annoncés à la Conférence internationale du Caire sur la Palestine tenue en octobre 2014 pour le relèvement et la reconstruction de Gaza, seulement 54 % ont été versés (soit 1,884 milliards de dollars). Il faut encore environ 244 millions de dollars pour achever la reconstruction, soit 200 millions de dollars pour la reconstruction de 3 000 foyers détruits et la rénovation de 56 000 foyers endommagés, 13 millions de dollars pour la reconstruction d'un hôpital démoli, 20 millions de dollars pour l'infrastructure énergétique et 11 millions de dollars pour l'infrastructure hydrique.

145. Au vu de la persistance des besoins humanitaires, 539,7 millions de dollars sont nécessaires au titre du Plan d'intervention humanitaire 2018-2020, dont plus de la moitié, soit 286,5 millions de dollars, serviront à financer l'appel d'urgence lancé par l'UNRWA. À la fin de la période considérée, seuls 5,4 % du montant demandé, soit 29 millions de dollars, avaient été réunis.

146. D'après les estimations tirées de l'inventaire des besoins humanitaires de 2018, sur les 4,95 millions de Palestiniens vivant sur le territoire palestinien occupé, 2,5 millions auront besoin d'aide humanitaire en 2018. Sur ce nombre, 1,6 millions d'habitants de la bande de Gaza, 1,1 millions d'enfants de moins de 18 ans et 1,4 millions de réfugiés de Palestine auront besoin d'aide humanitaire en 2018. En 2018, au moins 1,9 millions de Palestiniens seront ou risquent d'être victimes d'un conflit et de violences, de déplacements ou d'un refus d'accès à leurs moyens de subsistance, entre autres menaces.

147. En outre, les organismes des Nations Unies s'emploient à obtenir 1,26 milliards de dollars sur cinq ans pour appuyer la programmation du développement dans la perspective du plan-cadre Nations Unies pour l'aide au développement.

VI. Difficultés

148. L'absence d'un processus politique visant à régler le conflit demeure le plus important obstacle au développement palestinien.

149. La multiplication persistante des colonies israéliennes, la poursuite des démolitions, le maintien des bouclages, des restrictions d'accès et de mouvement et d'autres aspects de l'occupation militaire ont toujours de lourdes conséquences pour la vie de la population palestinienne sur les plans humanitaire, social et politique et sur sa capacité d'exercer ses droits fondamentaux. La persistance des actes de violence, y compris les actes de terreur, et des incitations à commettre de tels actes entretiennent la peur et la méfiance réciproque. La division politique entre la Cisjordanie et Gaza constitue un obstacle de taille à la satisfaction des besoins humanitaires et au rétablissement d'un horizon politique.

150. Le financement des activités humanitaires et des activités de développement en faveur de l'État de Palestine a continué de chuter pendant la période considérée. Les

importantes réductions que subiront les ressources consacrées à l'UNRWA au cours de la prochaine période à l'examen sont une nouvelle preuve de la nécessité d'une coordination robuste des donateurs.

VII. Conclusions

Les organismes des Nations Unies ont dû mener leurs activités dans un contexte extrêmement difficile au cours de la période considérée du fait des difficultés exposées dans le présent rapport. L'Organisation des Nations Unies continuera d'œuvrer pour l'instauration d'une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité applicables, et notamment aux résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002), 1515 (2003), 1850 (2008), 1860 (2009) et 2334 (2016), mais aussi pour mettre fin à l'occupation qui a débuté en 1967 et permettre la création d'un État de Palestine d'un seul tenant, souverain, démocratique et viable, coexistant avec Israël dans la paix et la sécurité. Les aspirations légitimes des deux peuples ne pourront être satisfaites que lorsque se sera concrétisé le projet de deux États vivant côte à côte dans la paix, la sécurité et la reconnaissance mutuelle, où Jérusalem serait capitale d'Israël et de la Palestine et toutes les questions relatives au statut final auraient été réglées définitivement à l'issue de négociations.
